Les Cahiers d'Outre-Mer

Revue de géographie de Bordeaux

220 | Octobre-Décembre 2002

Filières de produits tropicaux

Les producteurs de coton face à la libéralisation de la filière : le cas centrafricain

Mohamed Gafsi et Emmanuel Mbetid-Bessane

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/com/964>

DOI : 10.4000/com.964

ISSN : 1961-8603

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2002

Pagination : 435-452

ISSN : 0373-5834

Référence électronique

Mohamed Gafsi et Emmanuel Mbetid-Bessane, « Les producteurs de coton face à la libéralisation de la filière : le cas centrafricain », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 220 | Octobre-Décembre 2002, mis en ligne le 13 février 2008, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/com/964> ; DOI : 10.4000/com.964

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

© Tous droits réservés

Les producteurs de coton face à la libéralisation de la filière : le cas centrafricain

Mohamed Gafsi et Emmanuel Mbetid-Bessane

- 1 En Afrique francophone, le coton connaît un succès inégal parmi les différentes activités agricoles. En 1998, avec une production d'environ 950 000 tonnes de coton-fibre, destinée à 95% à l'exportation, l'Afrique de la zone franc est au troisième rang des exportateurs mondiaux avec 16% du marché (Jouve, 1999). Les comparaisons de la compétitivité de filières montrent que les pays africains de la zone franc sont bien placés (Raymond, 1993). Les rendements dépassent, en moyenne, la tonne de coton-graine par hectare, ce qui est très honorable s'agissant de culture pluviale réalisée sur des petites exploitations agricoles familiales. Avec ce succès, surtout après la dévaluation du franc CFA, le coton prend une importance stratégique pour l'économie nationale de nombreux pays de la zone franc et participe au développement du monde rural (Fichet, 1998 ; Jouve, 1999). Il assure une part importante des revenus monétaires de la population rurale.
- 2 Mais ce tableau positif cache cependant la réalité des difficultés financières des filières coton africaines. Les crises successives du marché mondial, depuis maintenant une quinzaine d'années, ont, certes, contribué fortement au déficit financier élevé de ces filières. Mais il y a aussi d'autres facteurs plus structurels derrière la crise des filières coton africaines, notamment le mode d'organisation et de fonctionnement de ces filières, la crise de confiance entre les producteurs et les sociétés cotonnières en liaison avec des erreurs de gestion ou des détournements de leurs fonctions de réserves accumulées. Cette situation de crise a conduit depuis la seconde moitié des années 1980 à un processus de restructuration des filières pour rétablir les équilibres financiers, avec comme corollaire le désengagement de l'Etat et la promotion des organismes professionnels.
- 3 La libéralisation complète des filières coton africaines semble être inéluctable. Le débat intense ces dernières années autour de cette question implique principalement des acteurs institutionnels internationaux (la Banque mondiale et la Coopération française).

Certes, les arguments avancés par les uns et les autres font valoir les intérêts des producteurs ; mais on se demande dans quelle mesure les schémas de restructuration discutés tiennent compte des attentes des producteurs africains. Quelles sont les marges de manœuvre et les stratégies de ces producteurs dans le contexte de libéralisation des filières coton ?

- 4 Dans le papier, nous abordons, à partir du cas des producteurs centrafricains, cette question. L'objectif est d'apprécier les stratégies des agriculteurs et leurs perspectives d'évolution dans le contexte de privatisation de la filière coton. Cela favorisera l'efficacité de l'appui et l'accompagnement de ces producteurs dans le processus d'adaptation. Dans un premier temps, nous examinons les enjeux et justificatifs du débat autour de la libéralisation des filières coton africaines. Ensuite, nous présenterons, à l'aide d'un cas concret de libéralisation des filières coton, le processus et l'état de la restructuration de la filière coton en Centrafrique. Enfin, à partir du cas du Centrafrique, nous analyserons les réactions des agriculteurs, leurs stratégies, leurs marges de manœuvre et leurs capacités d'innovation dans le cadre de ce processus de libéralisation. Nous insisterons sur les perspectives d'évolution de l'agriculture familiale et nous soulignerons les conditions d'accompagnement des producteurs dans leurs processus d'adaptation.
- 5 Les filières coton en Afrique francophone vivent actuellement une mutation profonde et une réorganisation radicale en vue de leur libéralisation. La question de la libéralisation de ces filières est posée depuis le milieu des années 1980, suite à l'effondrement des cours mondiaux du coton en 1985-1986 qui a révélé, par là même, les limites des modèles de gestion publique de ces filières (figure 1). On a constaté depuis, dans la plupart des pays d'Afrique francophone, une certaine dynamique de restructuration des filières coton dans le cadre de programmes d'ajustement structurel. La dévaluation du franc CFA en 1994 et l'évolution favorable des cours mondiaux du coton qui l'a suivie, ont de nouveau donné une certaine vitalité aux filières. Les pays et les acteurs qui hésitaient déjà à s'engager fermement dans le processus de libéralisation ont trouvé là des raisons pour limiter, voire stopper, ce processus. Notons que, bien que ralentie, la dynamique de libéralisation n'était pas véritablement abandonnée. Enfin, avec l'évolution à la baisse des cours mondiaux ces dernières années, et sous la pression des institutions financières mondiales (Banque mondiale et FMI), la question est à nouveau posée. Le fonctionnement et l'avenir des filières coton en Afrique font l'objet d'un débat très intense entre les opposants et les défenseurs de la libéralisation. Deux schémas de réorganisation sont proposés, mais il semble que la libéralisation soit inévitable. Avant de présenter ces deux schémas et les perspectives de privatisation, voyons les cadres analytiques auxquels se réfèrent les défenseurs et les opposants de la libéralisation des filières.
- 6 La question fait l'objet d'une controverse entre les économistes sur le mode de coordination privilégié. Globalement on peut dire qu'il y a quatre modes de coordination qui jouent avec différentes intensités (Boltanski et Thévenot, 1991) : coordination *marchande* ou *ex post* (par les prix du marché), coordination *administrative* ou *ex ante* (par la réglementation et les prix administrés), coordination *industrielle* (par les contrats et les jeux coopératifs) et coordination *domestique* (par les comportements routiniers, la solidarité villageoise et les relations de confiance).
- 7 Selon l'approche néo-classique orthodoxe, le marché est le seul mode de coordination efficient, permettant la fixation des prix et l'allocation optimale des ressources (Guerrien, 1989 ; Cahuc, 1993). Par conséquent, il faut supprimer toute intervention externe au marché, qui entraverait son bon fonctionnement. Le triomphe du libéralisme depuis la fin

des années 1980 a consacré la domination de cette approche, et a fondé ce qu'il est convenu d'appeler le « consensus de Washington » (Grellet 1999, Hugon, 1999) : le partage par la plupart des experts, gouvernements et institutions internationales des mêmes instruments d'analyse économique néo-classique.

- 8 Partant d'une vision critique et des limites du marché, les approches économiques hétérodoxes, parmi lesquelles l'approche institutionnaliste et l'économie des conventions, préconisent des modes de coordination basés sur l'institution (notamment l'Etat), l'organisation, les règles, les conventions, ... (Favereau, 1989 ; Orlean, 1994 ; Valceschini, 1995 ; Ménard, 1997). Loin de la logique simplificatrice de substitution et d'opposition entre l'Etat et le marché, ces approches, récemment développées, visent à intégrer les stratégies d'acteurs et la pluralité des formes organisationnelles en terme d'intégration, de filière et de complexité systémique.
- 9 Cette controverse théorique alimente le débat entre les acteurs impliqués dans les processus de réorganisation des filières coton. Cela s'est traduit par la proposition de deux schémas de réorganisation : une organisation en terme de « filière intégrée » ou une libéralisation complète.
- 10 Le premier schéma consiste à maintenir des filières intégrées par un seul opérateur (la société cotonnière propriétaire du coton-fibre) sur la base d'un modèle de contractualisation interprofessionnel entre les acteurs de la filière. Ce schéma est défendu par la coopération française, à savoir la Compagnie Française de Développement des fibres Textiles (CFDT¹) et l'Agence Française de Développement (AFD), et un certain nombre de grandes compagnies cotonnières africaines, comme la Compagnie Malienne de Développement des fibres Textiles (CMDT) au Mali. Une filière intégrée est définie « comme l'ensemble des opérations de production, d'égrenage et de commercialisation, incluant notamment, le conseil technique, l'approvisionnement de la fibre et la trituration de la graine obtenue » (Jouve, 1999). Les partisans de l'intégration s'appuient sur les résultats indiscutables, notamment après la dévaluation du franc CFA, qui ont fait du coton un moteur de développement en Afrique subsaharienne. Selon eux, la filière intégrée est un gage de sécurité pour les producteurs, qui se traduit par la qualité et la stabilité du dispositif d'appui à la production agricole. Elle permettrait d'assurer les débouchés (la société s'engage à acheter l'intégralité de la production), de garantir un prix (le prix étant fixé *ex ante*, au début de la campagne)², de réaliser un appui technique efficace (diffusion de nouvelles variétés, conseil technique et formation) et enfin de maintenir une protection phytosanitaire efficace et une bonne fertilité avec la mise en place et le préfinancement des approvisionnements en intrants.
- 11 Les défenseurs de ce schéma de filière intégrée sont ouverts à une privatisation limitée, avec un opérateur unique, de certains métiers de la filière (approvisionnement en intrants, égrenage) avec la participation des producteurs au capital des entreprises créées. Certains pays comme le Sénégal, le Cameroun, le Centrafrique et le Burkina Faso y semblent favorables.
- 12 Le deuxième schéma consiste non seulement à privatiser les sociétés cotonnières (répartition du capital social), mais aussi à démanteler le monopole de ces sociétés pour créer une situation de concurrence entre plusieurs opérateurs, et supprimer les « distorsions » au marché liées à l'intervention de l'Etat. Cette position est défendue par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI), selon lesquels, la fin du monopole et le développement de la concurrence introduiront des éléments de dynamisme dans des filières gérées jusque-là de manière conservatrice alourdissant les

charges par des coûts de revient élevés et ne laissant que peu de revenus aux producteurs. Ils soutiennent qu'une meilleure rémunération des producteurs est possible, permettant par conséquent d'intensifier la production (par une meilleure utilisation des intrants et du matériel) et donc de l'accroître tout en améliorant le revenu. De même, les sociétés cotonnières, soumises à la concurrence, tâcheraient de réduire leurs coûts et d'améliorer la qualité du coton, ce qui permettra une meilleure valorisation du coton africain au plan international. Des pays comme la Côte d'Ivoire, le Bénin et le Togo, sont engagés dans cette voie de libéralisation. Bien que l'argument avancé soit la meilleure rémunération des producteurs, ce schéma de libéralisation est porteur de plusieurs risques pour ces producteurs, notamment l'instabilité des prix (suppression des fonds de stabilisation), le désengagement des services d'encadrement et d'approvisionnement, et l'abandon, sous l'effet de la logique du profit, des zones marginales de production.

- 13 L'évolution des filières ces dernières années montrent que l'on s'achemine vers une libéralisation de ces filières dans la plupart des pays d'Afrique francophone. D'une part, la pression et les exigences de la Banque Mondiale et du FMI sont très grandes, ce qui laisse peu de marge pour les Etats. D'autre part, bien qu'atténuée par le bon niveau du dollar (par rapport au franc), l'évolution à la chute des cours mondiaux, a été très accentuée ces deux dernières années (prix en dessous de 70 cents/livres), mettant les filières dans une incertitude totale (fig. 1). Cette baisse du cours mondial de la fibre s'est répercutée inévitablement sur le prix du coton graine payé aux producteurs, rendant la culture moins rémunératrice et conduisant ainsi à une chute de la production.
- 14 Dans ce contexte, les exigences de la Banque Mondiale sont plus entendues, et la libéralisation des filières devient inévitable. Ainsi, le monopole des sociétés nationales est plus ou moins entamé, soit par démantèlement rapide, comme c'est le cas en Côte-d'Ivoire, soit par l'introduction progressive de nouveaux opérateurs comme au Bénin et au Cameroun.
- 15 La Coopération française qui a, dans un premier temps, défendu le schéma de filière intégrée, n'oppose plus guère de résistance à la privatisation des compagnies cotonnières nationales³. Les partisans de la filière intégrée semblent se préparer à ce processus de libéralisation. La CFDT a pensé, à un moment donné, constituer l'Union Cotonnière Euro-Africaine, pour contrer l'arrivée de nouveaux opérateurs privés menaçant sa position dominante sur le marché du coton africain⁴. Aussi, les sociétés cotonnières ont suscité des mouvements d'organisation des producteurs en organisations paysannes en vue de les impliquer dans le processus de privatisation par une prise de participation dans le capital des nouvelles entreprises.

E

- 16 La République Centrafricaine (RCA) constitue, avec les autres pays de l'Afrique centrale (Cameroun et Tchad), le vieux bassin cotonnier de la colonisation française. Le coton ne connaît pas le succès qu'il rencontre dans les pays de l'Afrique de l'Ouest. Cet échec est dû principalement à l'instabilité politique et à la violence armée, ainsi qu'au relâchement de l'encadrement technique des producteurs. Mais le coton, culture d'exportation, représente cependant une source de revenu monétaire importante pour la majorité de la population rurale des savanes centrafricaines (Leroy, 1993). Dans ces savanes centrafricaines, on distingue deux bassins cotonniers : le bassin du nord-ouest, qui est la zone de forte production (70% de la production), et le bassin du centre-est, qui est la zone où la production est irrégulière. Ces bassins ont connu un très net rétrécissement. Dans les années 1960, la culture du coton couvrait la quasi-totalité du territoire oubanguien.

Sept préfectures sur 11 qui cultivaient le coton ont été par la suite abandonnées progressivement à cause de la faiblesse des rendements. La surface de la culture du coton est passée de 120 000 ha en 1960 à 47 000 ha en 1991. La production nationale est demeurée autour de 40 000 tonnes de coton-graine, avec un record de 59 000 tonnes en 1969/70. A la fin des années 1980, cette filière a connu une baisse sensible de production, jusqu'à tomber à 12 000 tonnes de coton-graine en 1992/93, car elle a subi de plein fouet les effets de la baisse des cours qui a démotivé les producteurs (fig. 2). A la suite de la première crise cotonnière de 1984/1986, la filière coton centrafricaine a fait l'objet de restructurations successives.

- 17 Comme dans les autres pays d'Afrique francophone, la filière coton centrafricaine fonctionnait selon le schéma d'intégration mis en place par la CFDT peu avant l'indépendance du pays. La Société Centrafricaine de Développement Agricole (SOCADA), entreprise publique, assurait l'ensemble des fonctions de la filière (approvisionnement, encadrement, collecte, égrenage et commercialisation du coton). Chargée aussi du développement régional, la SOCADA était amenée à prendre en compte l'ensemble des activités des producteurs, c'est-à-dire non seulement la culture du coton, mais aussi les céréales, l'élevage et les activités de diversification. La crise cotonnière 1985-1986 et la situation financière catastrophique de la filière qui en a suivi, ont amené à des réformes de cette filière. Ces réformes ont été conduites dans le cadre du programme d'ajustement structurel engagé par la RCA en 1986 sous l'impulsion des bailleurs de fonds. Elles visaient essentiellement à réduire les coûts jugés excessifs de la filière, afin de limiter son déficit et les besoins correspondants en subventions, devenus insoutenables pour le Gouvernement.
- 18 En 1991, la SOCADA a été dissoute pour donner naissance à trois entités : la Société Cotonnière Centrafricaine (SOCOCA) qui est chargée des activités industrielles et commerciales du coton, l'Agence de Développement Agricole (ACDA) qui est chargée de l'encadrement, et l'Institut Centrafricain de Recherche Agronomique (ICRA) qui a pour mission la production des technologies appropriées. La SOCOCA est une société anonyme d'économie mixte, dont le capital est partagé entre l'Etat (66%) et la CFDT (34%). Le plan de restructuration confiait la gestion de la nouvelle société, pour une période de quatre ans, au partenaire / actionnaire, la CFDT. Il préconisait la mise en œuvre d'un programme d'économie drastique incluant une réduction des effectifs, le transfert du siège dans la zone de production à Bossangoa, la limitation de la région d'intervention de la SOCOCA aux zones économiquement rentables, la baisse du prix du coton graine et la mise en place d'un système de prix flexible. Le mandat de la gestion, confié à la CFDT, a été renouvelé en 1996 pour une nouvelle période de 4 ans. Il faut signaler que, même dans ce cadre de démantèlement de la société publique, l'Etat a gardé une présence importante dans la filière ; il garde une grande part du capital de la nouvelle société, ainsi que la compétence de fixation des prix aux producteurs, sur proposition de la SOCOCA.
- 19 A l'issue de cette première phase de libéralisation, on peut dire que l'Etat s'est désengagé progressivement, mais pas totalement, de la gestion de la filière coton. Cette politique va dans le sens du programme d'ajustement structurel visant à rétablir les grands équilibres et à réduire les déficits budgétaires. Une conséquence très importante de ce démantèlement de la SOCADA concerne le transfert de la mission de vulgarisation / développement, intégrée jusqu'alors à la SOCADA, à une nouvelle structure, l'ACDA. Ce transfert détache cette fonction importante des fonctions économiques, ce qui risquerait de la marginaliser faute de moyens. C'est ce qui s'est passé justement, avec la suspension

en 1997 du financement extérieur du projet d'appui aux institutions agricoles. Les activités de l'ACDA sur le terrain ont été perturbées, voire même interrompues. Seuls les services d'animation ont pu poursuivre leurs activités. Ces difficultés que rencontre la mission de développement sont présentes également dans d'autres pays de la zone franc (l'ONDR au Tchad, par exemple), ce qui confirme les craintes d'inefficacité soulevées ci-dessus.

- 20 En 1996, l'Etat centrafricain a franchi une deuxième étape dans le processus de libéralisation de la filière coton. D'une part, dans le nouveau protocole d'accord, signé le 3 janvier 1996, reconduisant les conditions de fonctionnement de la SOCOCA, l'Etat a programmé l'entrée des producteurs dans le capital de la SOCOCA (à la hauteur de 20%) et des opérateurs privés (6%), ce qui ramènerait la participation de l'Etat à 40%. Il semble que l'entrée effective des producteurs n'est pas encore faite. Mais ce protocole marque la volonté d'un début de privatisation de la société cotonnière, et surtout une implication plus forte des producteurs dans la gestion et le fonctionnement de la filière. On peut le voir également sous l'angle de la responsabilisation des producteurs, d'un transfert des tâches d'encadrement et de suivi aux animateurs de groupements de producteurs. Cet appui technique est rémunéré sur la base de 10 FCFA/kg de coton fibre.
- 21 D'autre part, l'Etat a autorisé la création, le 11 juillet 1996, de la Compagnie pour la Culture et l'Egrenage du Coton (COCECOT), une société anonyme. Cette décision fait suite à une enquête, réalisée par l'ACDA, sur les intentions de la culture du coton dans les zones dites marginales et à la demande de la société Aiglon⁵ qui a identifié 23 580 producteurs potentiels (Chavatte *et al.*, 1998). Même si l'objet social de la COCECOT est la relance de la culture du coton dans les zones marginales abandonnées par la SOCOCA, il s'agit tout de même d'une étape importante dans la privatisation de la filière coton en Centrafrique, aboutissant à la création d'un duopole. Notons aussi qu'aucun « texte réglementaire ne vient préciser la zone d'intervention de la COCECOT » (Chavatte *et al.*, 1998).
- 22 Cette restructuration de la filière, ainsi que la dévaluation du franc CFA⁶ et la bonne tenue des cours mondiaux, ont permis une amélioration des résultats technico-économiques au niveau de la production, du prix et des rendements du coton (fig. 2). La légère reprise de la production en 1993/94 s'est confirmée à partir de 1994/95, et a atteint un record de 46 037 tonnes en 1997/98 avec une nette amélioration des rendements agricoles passant de 496 à 723 kg/ha et un rendement à l'égrenage de 42,3%. Par ailleurs, on observe après la dévaluation du FCFA, une augmentation rapide du nombre de producteurs, ce qui veut dire un regain d'intérêt pour la culture cotonnière. A titre d'exemple, le nombre de producteurs de coton est passé de 57 218 en 1993/94 avec un prix de coton-graine de 80 FCFA/kg à 92 083 en 1994/95 avec un prix de 120FCFA/kg, puis à 114 269 en 1997/98 avec un prix de 170FCFA/kg.
- 23 Mais depuis 1998, la filière coton centrafricaine connaît une période de fin de croissance. Ses performances sont à nouveau en baisse : le record de production atteint en 1997/1998 avec 46 037 t de coton-graine est désormais bien loin. La SOCOCA est déficitaire pour la campagne 1998/1999 et la production de 1999/2000 se situe autour de 20 000 t. Outre la mauvaise pluviométrie et la chute des cours mondiaux, des facteurs internes à la filière sont en cause. D'une part, la vétusté et le manque de renouvellement de l'outil industriel et technique entraînent des retards dans toute la chaîne de production et de commercialisation : de la distribution des crédits de campagne à la mise en vente de la fibre sur le marché. La SOCOCA souligne les difficultés d'entretien des usines et des camions par manque de pièces de rechange⁷. D'autre part, les problèmes en lien avec la

fin du second mandat de gestion accordé à la CFDT (jusqu'au 31 octobre 1999) et les négociations pour le nouveau protocole ont perturbé le fonctionnement de la filière. En effet, l'Etat centrafricain a décidé de ne pas confier à la CFDT la responsabilité de gestion et de commercialisation de la SOCOCA. La CFDT a déposé une proposition de développement de la production cotonnière en doublant la production en cinq ans et en réalisant les investissements correspondants. Et pour se faire, elle souhaite devenir majoritaire en rachetant à l'Etat 17% du capital de la SOCOCA, ayant ainsi 51% du capital, une proposition jugée inacceptable par l'Etat centrafricain. Les conséquences du conflit se sont répercutées sur la commercialisation du coton : les autorités centrafricaines ont dû recourir à un négociant privé (Dreyfus) pour écouler leur production⁸.

- 24 Après une décennie de libéralisation progressive, la filière coton centrafricaine connaît aujourd'hui une phase cruciale, marquée de grandes incertitudes en lien avec sa restructuration. Les choix d'organisation et de gestion sont déterminants pour son avenir et le développement du coton centrafricain. Le conflit avec la CFDT risque de pousser l'Etat centrafricain à s'engager dans une voie de privatisation complète de la filière. Voyons maintenant la place des producteurs et leurs stratégies dans ce processus de libéralisation progressive de la filière.
- 25 Les producteurs sont des acteurs clefs de la réussite du coton africain. « C'est l'agriculteur qui décide, chaque année, en fonction de la perception qu'il a de ses intérêts, « *de faire ou de ne pas faire de coton* », de faire autre chose ou de se contenter de produire les vivriers dont il a besoin pour nourrir sa famille » (Fichet, 1998). Bien qu'ils ne soient pas représentés dans les débats autour de l'évolution institutionnelle de la filière, les producteurs sont tout de même bien présents dans l'argumentaire des deux camps, opposants et défenseurs de la libéralisation. Chacun insiste sur des attentes présupposées des producteurs, la sécurité pour les uns et l'amélioration du revenu et le profit pour les autres. Mais qu'en est-il de leurs objectifs et leurs stratégies ? Avant d'analyser les stratégies des producteurs face à l'évolution du contexte de la production (évolution institutionnelle, libéralisation) définissons ce qu'on entend par stratégie.
- 26 Il est clair que la prise en compte des stratégies des producteurs nécessite une approche particulière qui dépasse la logique d'expertise (Berry, 1991) vers une logique compréhensive considérant la rationalité de ces producteurs. « *Les agriculteurs ont de bonnes raisons de faire ce qu'ils font* » est le credo de cette approche (Petit, 1981 ; Brossier *et al.*, 1997). Des travaux de recherche, dans le cadre de cette approche, ont montré les différences entre la logique contingente⁹ des agriculteurs et celle standard des entrepreneurs (Brossier *et al.* 1991). Des travaux plus centrés sur les agriculteurs des pays du Sud ont recensé des objectifs possibles (Dufumier, 1985 ; Schwartz, 1999). M. J. Dugué (1986) en distingue trois : l'autosubsistance à court terme, l'autosuffisance alimentaire avec besoins monétaires faibles, assurer un revenu élevé à la famille et capitaliser. Bien entendu, il s'agit là d'une grille de lecture et en aucun cas d'une liste exhaustive d'objectifs, qui dépendront de toute façon de l'agriculteur et de sa situation. Mais on ne peut pas réduire les objectifs de l'agriculteur à la seule fonction de maximisation du profit.
- 27 La notion de stratégie vient pour éclairer la manière dont les producteurs s'y prennent pour réaliser leurs objectifs. Yung et Zaslavsky (1992) parlent de stratégie des producteurs quand ces derniers « font concourir des moyens agricoles mais non exclusivement tels pour parvenir à atteindre des objectifs de maintien, croissance et

reproduction de leur unité de production familiale dans un contexte plus ou moins fortement marqué par l'incertitude ». En cela, les stratégies des producteurs apparaissent comme des décisions et des réponses à des défis auxquels ces acteurs se trouvent confrontés, et toujours en références à leurs finalités. Rappelons qu'un des traits dominants qui caractérisent la stratégie et qui expliquent son origine militaire « est la conduite en situations d'incertitude », écrit E. Morin (1990). Dans notre cas d'étude, les producteurs de coton sont confrontés à un contexte de forte incertitude par rapport à l'évolution des conditions de production. Outre l'exposition aux risques des aléas du marché et de l'influence des opérateurs privés puissants, avec la privatisation ce sont les conditions d'accessibilité aux services de crédits et d'intrants, ainsi que les fonctions d'animation et d'encadrement qui seront mises en cause. Certes, la réaction des agriculteurs est guidée par leurs objectifs, mais elle dépend fortement des moyens matériels, organisationnels et informationnels à leur disposition. Sans ces moyens, leur marge de manœuvre reste très limitée. Sans rentrer dans une typologie de stratégies, nous pouvons distinguer deux stratégies globales adoptées par les producteurs de coton en Centrafrique, comme dans d'autres pays de l'Afrique francophone d'ailleurs. La première, que l'on peut qualifier de défensive, est une stratégie de diversification des activités. La seconde, qui est plutôt offensive, est une stratégie organisationnelle d'action collective dans le cadre des organisations paysannes.

- 28 On ne peut pas proprement parler de stratégie de diversification, dans la mesure où les exploitations cotonnières centrafricaines ont déjà, dans leur grande majorité, des systèmes de production diversifiés (Mbetid-Bessane et Gafsi, 2001). Mais il s'agit ici d'un renforcement de cette diversification qui donnera plus de place aux cultures vivrières (manioc, arachide, maïs, mil, sorgho, sésame, riz ...). Les vivriers ne sont pas produits pour la seule autoconsommation familiale, mais font l'objet également de vente. Toutefois, les marchés des vivriers restent très rudimentaires et locaux. Par conséquent, les prix des produits vivriers sont très aléatoires, en fonction de l'offre, la proximité du marché, les capacités de stockage, etc. Les revenus vivriers sont donc instables. C'est justement pour cette raison que les producteurs, trouvant dans le coton une certaine sécurité et stabilité (le prix est fixé au début de campagne et payé en une seule fois à la collecte, écoulement de la production), se sont orientés vers la culture de coton.
- 29 Aujourd'hui, avec la libéralisation de la filière coton, les producteurs ont perdu cette stabilité assurée auparavant par la caisse de stabilisation et l'intervention de l'Etat. Ils sont exposés aux risques économiques en liaison avec les aléas et fluctuations du marché. Or, dans un contexte d'incertitude, les agents économiques ont un comportement de minimisation du risque, qui se traduit par « une forte préférence pour la liquidité et pour les actifs permettant à tout instant une réversibilité des choix » (Hugon, 1994). Ceci est encore plus vrai pour les producteurs dans les pays en développement. « Plus les conditions de reproduction sont précaires, et plus le comportement de l'exploitation familiale est marqué par l'aversion pour le risque » (Haubert, 1999). La stratégie de la diversification peut constituer un moyen de minimisation des risques. Cette stratégie a été observée ces derniers temps chez les producteurs centrafricains, comme chez leurs collègues dans les pays de la zone franc. La baisse du cours du coton ces dernières années a poussé certains agriculteurs à abandonner leurs parcelles cotonnières au profit de cultures vivrières, pour diversifier leurs revenus et alléger leur dépendance vis-à-vis du coton. Certes, il y a l'objectif de diversification de sécurité derrière cette stratégie de revirement vers les cultures vivrières ; mais aussi ces cultures, à conditions de

commercialisation égales, sont plus compétitives que la culture du coton. A partir d'une enquête réalisée en 1999 auprès d'une centaine d'exploitations cotonnières, nous avons calculé les résultats technico-économiques des différentes activités culturales. Les résultats montrent que chacune des cultures vivrières dégage un revenu paysan (calculé sous forme de valeur ajoutée) plus important que celui de la culture de coton (tabl. 1).

- 30 A fin de comparaison, les valeurs ajoutées sont ramenées aux facteurs de production les plus importants, à savoir la terre et la main-d'œuvre. Si le facteur terre est relativement disponible, le facteur main-d'œuvre est très limitant, ce qui implique une certaine concurrence entre les activités. Au vu de ces résultats, si les producteurs faisaient du coton auparavant, bien que moins rémunérateur que les produits vivriers, c'est pour ses avantages de sécurité. Vont-ils, pour autant, avec la libéralisation, abandonner le coton pour ne faire que des cultures vivrières ? Il semble difficile d'envisager cette hypothèse. Il faut prendre en compte les conditions techniques de production, notamment les limites de la conduite extensive (non utilisation des intrants, faute d'accès), et les conditions d'écoulement de la production, ainsi que l'existence et la fiabilité des marchés de vivriers. La diversification en production vivrière reste une stratégie possible, mais limitée. C'est la même conclusion à laquelle aboutissent C. Audrojo Bonjean et M. Boussard (1999) : « Les stratégies d'épargne, de diversification des activités et de diffusion des risques n'apportent qu'une assurance partielle contre le risque et ont un coût social parfois élevé ». Une autre stratégie possible est de se protéger contre le risque en développant l'action collective.
- 31 Dans la première stratégie, les producteurs réagissent en essayant d'internaliser individuellement la fonction de stabilisation. Ils limitent les effets des risques du marché en agissant sur la composition de leurs activités. Dans la deuxième stratégie, ces producteurs vont « internaliser » (assurer) collectivement la fonction de stabilisation, en s'appuyant sur une solidarité mutuelle de groupe pour minimiser le coût social lié à la première stratégie. Cette stratégie s'appuie sur l'action collective au sein des organisations de producteurs, pour mutualiser les moyens, coordonner l'action et constituer un contre-pouvoir face à aux autres opérateurs dans la filière. Les producteurs centrafricains sont déjà organisés, sous l'impulsion des sociétés cotonnières, en Groupements d'Intérêts Régionaux (GIR) dans la zone d'intervention de la SOCOCA et en Groupements Mutuels de Producteurs (GMP) dans la zone d'intervention de la COCECOT. En 1998, 829 GIR regroupant 114 269 producteurs, ont collecté la totalité du coton graine pour le compte de la SOCOCA. Ces groupements sont chargés de la préparation de la campagne (besoins d'intrants, réception, distribution et facturation), l'accompagnement technique de la mise en place de la culture, l'organisation de la collecte de coton et la commercialisation primaire du coton.
- 32 En Centrafrique, restant toujours primaire et local (à l'échelle du village et inter-villages), le niveau d'organisation des producteurs n'a pas évolué vers une organisation professionnelle plus élaborée. L'entrée dans le capital de la SOCOCA aurait facilité ce processus d'organisation. Dans les autres pays d'Afrique francophone, où le processus de libéralisation est plus avancé, nous avons assisté à l'émergence des organisations faîtières qui fédèrent les organisations cotonnières de base. Ces organisations paysannes tentent de défendre les intérêts des producteurs dans les dynamiques de libéralisation des filières. Leur action va de la défense des prix du coton jusqu'à la prise en main d'un segment d'activité de la filière. Au Bénin, la Fédération des Unions des Producteurs (FUPRO), principale organisation faîtière de producteurs, a décidé de prendre en main la

gestion des intrants. Confrontée à d'énormes problèmes d'approvisionnement en intrants par les sociétés privées, elle a créé en 1998 une Coopérative d'Approvisionnement et de Gestion des Intrants Agricoles (CAGIA-Bénin). En Côte d'Ivoire, la mobilisation paysanne a abouti à l'organisation des producteurs en trois principales organisations faîtières. Les producteurs ivoiriens envisagent, d'une part, la construction de deux usines d'égrenage du coton, et d'autre part la mise en place d'une mutuelle pour le soutien des prix en période de crise, afin de remplacer l'ancien mécanisme de stabilisation des prix. Ce « fonds de soutien paysan » devrait être alimenté par des prélèvements de quelques francs CFA sur le prix de chaque kilogramme de coton-graine commercialisé. Enfin, au Cameroun, le Conseil des Producteurs de Coton du Cameroun (CPCC), organisation fédératrice des groupements de producteurs, a décidé de constituer un fonds d'investissements paysans pour l'achat de 20% des actions de Sodecoton, la société cotonnière camerounaise.

- 33 Certes, l'action des organisations paysannes est capitale pour la défense des producteurs et leur protection contre les risques que contient la libéralisation des filières. Mais les marges d'autonomie de ces organisations et du coup l'efficacité de leur action, sont bien limitées. Ces organisations ont été, dans la plupart des cas, promues par les sociétés cotonnières et la CFDT, et soutenues financièrement par la Coopération française, dans le cadre des jeux d'intérêts autour de la libéralisation des filières. C'est le cas par exemple de la CPCC du Cameroun, qui a été créée en urgence en 1995 sous l'impulsion de la Société Cotonnière Camerounaise Sodecoton et la CFDT pour contrecarrer l'acquisition par un opérateur privé des parts de l'Etat dans la Sodecoton. Ceci dit, il n'en demeure pas moins que ces organisations faîtières sont considérées comme très importantes par les producteurs de base. Pour remplir leur mission, ces organisations ont besoin de formation et d'appui, de ressources humaines et un système de financement durable et indépendant. L'implication et la mobilisation des producteurs de base constituent aussi un élément de réussite incontournable.
- 34 L'évolution des filières coton, ces dernières années, montre que l'on s'achemine vers une libéralisation de ces filières dans la plupart des pays d'Afrique francophone. Cette libéralisation signifie le désengagement de l'Etat et le démantèlement du monopole des sociétés cotonnières, cheville ouvrière de la filière intégrée. Dans ce contexte, les producteurs, qui sont des acteurs clefs de la réussite du coton africain, se trouvent face à une situation de fortes incertitudes. Avec la libéralisation, même si on leur promet un revenu meilleur, ils vont perdre des avantages importants en terme de services (crédits de campagne, intrants, appui technique et encadrement) et surtout en terme de sécurité (prix fixé au début de la campagne, garantie d'écoulement de la production, caisse de stabilisation et intervention de l'Etat). Les producteurs vont affronter les risques et les aléas du marché. Or, on sait combien ces producteurs sont opposés au risque. La sécurité constitue un élément fondamental dans leurs objectifs. Pour minimiser les risques, les producteurs vont devoir assumer eux-mêmes, avec des stratégies appropriées, la fonction de stabilité assurée auparavant par l'Etat et les mécanismes de la filière intégrée.
- 35 Nous l'avons vu, les producteurs assurent cette fonction de stabilisation, soit individuellement, soit collectivement, soit par les deux voies en même temps. Certains agriculteurs ont adopté une stratégie de diversification en produits vivriers, ce qui leur permet d'alléger leur dépendance vis-à-vis du coton et de minimiser les risques du marché. Les résultats de l'étude montrent que les produits vivriers sont bien plus compétitifs que le coton. Cette stratégie de revirement vers les cultures vivrières semble

être adoptée par beaucoup d'agriculteurs. C'est une stratégie que l'on peut qualifier de « défensive » vis-à-vis de l'incertitude du marché. Toutefois, son efficacité dépendra d'un certain nombre de conditions techniques (accessibilité et usage des intrants, ce qui est possible avec les perspectives de développement de la distribution directe), d'écoulement de la production, et l'existence et la fiabilité des marchés de vivriers. Une deuxième stratégie, qui est plutôt dans une logique « offensive », consiste à agir collectivement en s'appuyant sur la solidarité mutuelle du groupe. Il s'agit de constituer des organisations de producteurs pour mutualiser les moyens, coordonner l'action et défendre les intérêts des agriculteurs face aux autres opérateurs de la filière. Dans la plupart des pays d'Afrique francophone, les producteurs se sont organisés, avec l'appui des partenaires français, en organisations paysannes. L'action de ces organisations va de la simple protection des producteurs, en créant des mutuelles paysannes, à l'acquisition d'un segment d'activité de la filière (intrants ou égrenage par exemple). Il faut souligner que cette stratégie nécessite des moyens organisationnels, humains et matériels. L'efficacité des organisations paysannes dépendra, entre autres, de la mise en place d'un mécanisme de financement durable et indépendant.

BIBLIOGRAPHIE

- Araujo Bonjean C. et Boussard J.M., 1999 - La stabilisation des prix aux producteurs agricoles, approches micro-économiques, *Revue Tiers Monde*, t. XL, n° 60, p. 902-928.
- Berry M., 1991 - Comment concilier science et pratique. *Economie Rurale*, n° 206, p. 5-10
- Boltanski L. et Thévenot L., 1991 - *De la justification. Les économies de la grandeur*. Ed. Gallimard, Paris.
- Brossier J., Chia E., Marshall E. et Petit M., 1991 - Gestion de l'exploitation agricole familiale et pratiques des agriculteurs. Réflexions théoriques à partir de la situation française. *Canadian journal of agricultural economics*, vol 33, n° 1.
- Brossier J., Chia E., Marshall E. et Petit M., 1997 - *Gestion de l'exploitation agricole familiale. Eléments théoriques et méthodologiques*. Ed. Cnerta, Dijon, 215 p.
- Cahuc P., 1993 - *La nouvelle micro-économie*. Ed. La Découverte, coll Repères, Paris.
- Chavatte D., Rocaboy J.C. et Waddell A., 1998 - *Bilan diagnostic de la filière cotonnière en RCA et perspectives de développement*. Rapport. Ministère de l'Agriculture et l'Elevage, Bangui.
- Dossier « La privatisation des sociétés cotonnières d'Afrique francophone ».
- Echos des cotonniers*, 1998 (Publication du réseau APAM Afrique).
- Dufumier M., 1985 - Systèmes de production et développement agricole dans le Tiers Monde. *Les cahiers de la recherche-développement*, n° 6, p. 31-38.
- Dugué J.M., 1986 - *Fonctionnement des systèmes de production et utilisation de l'espace dans un village du Yatenga*. Coll. Documents systèmes agraires, n° 1, Cirad, Montpellier, 51 p.
- Favereau O., 1989 - Marchés internes, marchés externes. *Revue économique*, vol. 40 n° 2, p. 273-328

- Fichet M., 1998 - Le coton, moteur de développement. *Le Monde Diplomatique*, septembre 98, p. 34-35.
- Grellet G. et N., 1999 - Développement des marchés et coûts de transaction. *Revue Tiers Monde*, t. XL, n° 157, p. 36-49.
- Guerrien B., 1989 - *L'économie néo-classique*. Ed. La Découverte, coll Repères, Paris.
- Haubert M., 1999 - L'application des politiques libérales dans le secteur agraire et le rôle des paysans comme entrepreneurs. *Revue Tiers Monde*, t. XL, n° 157, p. 87-106.
- Hugon P., 1994 - Instabilité et organisation des filières coton en Afrique. *Economie Rurale*, n° 224, p. 39-44
- Hugon P., 1999 - Le « consensus de Washington » en question. *Revue Tiers Monde*, t. XL, n° 157, p. 11-36.
- Jouve E. 1999 - Une filière qui a fait ses preuves. *Le Monde Diplomatique*, n° 542 ; Repris dans *Problèmes économiques* n° 2621, p. 27-30.
- Leroy A., 1993 - *Place du coton dans le développement d'une économie africaine. Le cas de la République centrafricaine*. Thèse de Doctorat, Université Paris X.
- Mbetid-Bessane E. et Gafsi M., 2001 - Structure, fonctionnement et trajectoire des exploitations agricoles en zone cotonnière centrafricaine, étude de la diversité (Article soumis à la publication), 14 p.
- Ménard C., 1997 - *L'économie des organisations*. Ed. La Découverte, coll Repères, Paris.
- Morin E., 1990 - *Science avec conscience*. Ed. Seuil, Paris.
- Orlean A., 1994 - *Analyse économique des conventions*. Ed. PUF, Paris.
- Petit M., 1981 - *Théorie de la décision et comportement adaptatif des agriculteurs*. Document INRAP Dijon, 166 p.
- Raymond G., 1993 - Grandeur et misère de la zone franc. *Courrier Afrique*, n° 15, p. 2-3.
- Schwartz A., 1999 - Faut-il « administrer » ou « libéraliser » les filières cotonnières africaines ? *La lettre de la CADE*, n° 26.
- Valceschini E., 1995 - Contrat, coordination et institutions. In : Allaire G. et Boyer R. (éd) - *La grande transformation de l'agriculture*. éd. INRA-Economica, Paris, p. 241-257.
- Yung J.M. et Zaslasky J., 1992 - *Pour une prise en compte des stratégies des producteurs*. Coll. Documents systèmes agraires, n° 18, Cirad, Montpellier 72 p.

NOTES

- 1.- La CFDT est une société parapublique qui détient une part notable du capital des sociétés cotonnières d'Afrique francophone : 30% de la CIDT (Côte d'Ivoire), 40% de la CMDT (Mali), 34% de la Sofitex (Burkina Faso), 30% de la Sodecoton (Cameroun), 34% de la Sococa (RCA) (Echos des cotonniers, 1998).
- 2.- Ce prix est défendu par un fond de stabilisation alimenté par les bénéfices de la filière. Les producteurs sont également intéressés aux résultats puisqu'ils peuvent toucher des compléments de prix sous forme de ristournes.
- 3.- Afrique Agriculture, n° 284, septembre 2000, pp-49-50.

4.- Actuellement, la commercialisation du coton africain reste entre les mains d'un petit nombre d'opérateurs, essentiellement la Copaco (filiale de la CFDT), Dreyfus et l'Aiglon. (Afrique agriculture, n°284).

5.- Société privée de commercialisation du coton, qui opère dans la région de la zone franc.

6.- La dévaluation du FCFA de 50% est intervenue en janvier 1994 : la parité est passée de 1FCFA = 0,02FF à 1FCFA = 0,01FF.

7.- Les six usines ont une moyenne d'âge de 35 ans et sont régulièrement en panne. Sur les 28 camions servant à la collecte du coton graine, 21 ont environ 18 ans d'activité. Pour la campagne 1999/2000 la collecte de coton a débuté en retard fin mars 2000, pour cinq usines ; ce qui constitue un facteur limitant pour les producteurs qui doivent garder leur coton plusieurs mois, provoquant ainsi une détérioration de la qualité de la fibre.

8.- Afrique Agriculture, n°282 et n°284, 2000.

9.- Cette logique obéit à des impératifs de contexte ; les objectifs ne sont pas standards et exogènes. Ils varieront entre les régions, voire les continents. Mieux, au sein d'une même région, d'un même village, les agriculteurs peuvent avoir des objectifs différents selon leurs projets, leurs profils, les moyens à leur disposition,...

RÉSUMÉS

En Afrique francophone, la culture du coton rencontre un succès inégal. Les filières coton africaines connaissent, sous l'effet conjugué des crises successives du marché mondial et de leurs modèles et pratiques de gestion, des difficultés financières énormes. Cette situation de crise a conduit, depuis la seconde moitié des années 1980, à un processus de restructuration de ces filières pour rétablir les équilibres financiers, avec comme corollaire le désengagement de l'Etat. Ce processus de restructuration a fait l'objet d'un débat intense entre la coopération française, qui défend la logique de filière intégrée, et la Banque mondiale, qui soutient la libéralisation complète. Aujourd'hui, la libéralisation complète des filières coton africaines semble être inéluctable. Quelles sont leurs marges de manœuvre et les stratégies dans ce contexte ? La question est abordée ici avec le cas de Centrafrique. L'objectif est d'apprécier les stratégies des agriculteurs et leurs perspectives d'évolution en cas de privatisation de la filière coton. Cela favorisera l'efficacité de l'accompagnement de ces producteurs dans le processus d'adaptation. L'analyse de l'évolution du processus de libéralisation de la filière coton centrafricaine et des travaux de terrain auprès des producteurs de coton, ont permis l'identification des stratégies adoptées par ces producteurs. Les résultats montrent que, dans ce contexte d'incertitude, les agriculteurs cherchent à se protéger des risques du marché, en développant des stratégies permettant d'assurer la stabilisation qui était assurée jusque là par l'Etat et les mécanismes de filière intégrée. Il s'avère que cette stratégie a un coût social très élevé et nécessite un certain nombre de conditions techniques et socio-économiques.

Strategies of cotton producers within the context of liberalization of the channel : the case of the Central African Republic. In French-speaking African countries, cotton cultivation is not always very successful. The African cotton channels are facing overwhelming financial problems, because of both the successive slumps of the world market and their models and practices of

management. This situation of crisis has led, since the second half of the 1980s, to a process of restructuring of these channels to restore the economic equilibrium, with as a consequence state disinvestment. This process has caused heated debates between the French aid, who defends the logic of integrated channel, and the World Bank, who supports full liberalization. Today, the latter option seems inevitable in the African cotton channels. What can these producers do and what are their strategies in these circumstances? The question is here tackled with the case of the Central African Republic. Our aim is to assess the strategy of the farmers and their prospects in the event that the cotton channel is privatized. It will favour the efficiency of the support of these producers in the process of adaptation. The analysis of the evolution of the liberalization process in the Central African cotton channel and field research on the cotton producers have allowed us to identify the strategies used by the latter. The results show that, within this uncertain context, farmers seek to protect themselves from the risks of the market by developing strategies that allow to ensure the stabilization that was ensured, up to then, by the state and the mechanisms of integrated channel. It turns out that this strategy has a very high social cost and requires a number of technical and socio-economical conditions.

INDEX

Mots-clés : adaptation, Centrafrique, coton, filière, production, stratégie

Keywords : adaptation process, Centrafrican Republic, cotton sector, producers, strategy

AUTEURS

MOHAMED GAFSI

Laboratoire Dynamiques rurales, Université de Toulouse Mirail

EMMANUEL MBETID-BESSANE

Université de Bangui-Faculté des Sciences économiques